

L'abonné à l'édition N° 1 reçoit avec ce numéro LA PETITE ILLUSTRATION contenant
LA FEMME DE CÉSAR, pièce en huit tableaux, de M. Henri Clerc.

96^e ANNÉE

N° 4949

L'ILLUSTRATION

8
JANVIER
1938

Louis BASCHET, Codirecteur.

RENÉ BASCHET, Directeur.

GASTON SORBETS, Rédacteur en chef.



Civils (étrangers et chinois) évacuant la zone de combat de Sou Tchéou, à l'ouest de Changhaï, sous escorte de soldats japonais.



L'exode de la population civile de Teruel devant la menace des troupes combattantes.

AUX DEUX EXTRÉMITÉS DU VIEUX MONDE

Photographies Associated Press et Keystone

GARDONS NOS COLONIES

Faut-il donc que toutes les puissances européennes demandent, exigent qu'on leur livre des colonies pour que la France comprenne enfin ce qu'a été pour elle la constitution de son empire colonial en temps opportun et par une judicieuse prévision de l'avenir ?

Il y a un demi-siècle, Jules Ferry eut le pressentiment de ce que serait la crise économique mondiale en raison des transformations de la production, et son vigoureux génie offrit à la France les moyens d'y parer.

Signalant d'avance les effets du machinisme, de la concurrence des pays à main-d'œuvre surabondante, de la panique du crédit, du chômage, de l'envie rapace des puissances alors aveugles ou négligentes, il écrivait : « La politique coloniale est fille de la politique industrielle. Pour les Etats riches où les capitaux abondent et s'accumulent rapidement, où la culture de la terre est condamnée elle-même à s'industrialiser, l'exportation est un facteur essentiel de la prospérité publique ; le champ d'emploi des capitaux, comme la demande du travail, se mesure à l'étendue du marché étranger. Tout le monde, aujourd'hui, veut filer et tisser, forger et distiller... L'entrée en scène des derniers venus de la grande industrie, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Suisse, entraîne l'Occident tout entier vers une pente qu'on ne remontera pas... Au nom d'un chauvinisme à courtes vues, devons-nous acculer la politique française dans une impasse et, les yeux fixés sur la ligne bleue des Vosges, laisser tout faire, tout s'engager, tout se résoudre sans nous, autour de nous, contre nous ? (*) »

C'est donc la question économique, la question des marchés extérieurs, la question de l'exportation et de la production qui poussaient le grand homme d'Etat à arracher l'opinion française à sa prudence imprudente et à la lancer, à temps, dans la plus grande œuvre d'expansion urgente que l'histoire ait connue.

Or, hier, s'adressant aux membres du Comité national économique assemblés en consultation pour remédier à la crise que nous subissons, le président du Conseil, M. Camille Chautemps, demandait que la France « rentrât dans la réalité de la vie économique » : il rappelait « que la prospérité et la sécurité financière du pays sont menacées par le déficit permanent de la balance commerciale », et il faisait appel à la compétence et au dévouement du Conseil national pour l'aider dans la recherche des débouchés, qu'il veut entreprendre « pour réduire la masse des importations et accroître le volume des exportations ».

C'est justement la difficulté qui avait été envisagée par Jules Ferry. Et cette difficulté, non seulement française mais européenne, nous la retrouvons dans les manifestations de la politique économique chez les autres puissances.

Autre fait lumineux : un communiqué officiel du 19 décembre nous apprend que l'Allemagne et l'Italie établissent entre elles un régime de collaboration économique. Une série d'accords ont été signés consistant à créer une sorte de vaste marché où l'union politique a pour corollaire une sorte d'unification économique ; le journal officieux, la *Voce d'Italia*, déclare que ces accords s'adaptent parfaitement à l'esprit de l'amitié politique créée par l'axe Rome-Berlin et que cet esprit se réalise sur la base d'un programme d'échanges entre deux grandes nations qui s'engagent simultanément, de façon résolue, dans l'application d'un plan d'autarcie économique.

De toute évidence, les questions économiques passent au premier plan (nous ne parlons pas, aujourd'hui, de l'Extrême-Orient), et la concep-

tion de cette autarcie, solidaire, déclarée, entre les deux puissances centrales est considérée par les gouvernements allemand et italien comme le grand remède à leurs déficiences économiques et monétaires.

Ce système présente-t-il les avantages qu'on lui attribue ou qu'on lui suppose ? Je ne le crois pas : le gros poisson mangera le petit ; mais c'est leur affaire. Ce qui importe, pour la France, c'est de se demander à elle-même si sa situation ne lui permet pas de pourvoir non seulement à sa propre atonie commerciale, mais même, si l'on s'y prête, à celle des autres puissances qui s'agitent dans le vide.

**

La première conséquence qui résulte, pour la France, du double exposé qui vient d'être fait trop rapidement — d'une part, les prévisions de Jules Ferry, d'autre part, les préoccupations françaises et les accords italo-allemands — c'est qu'elle doit, à tout prix, garder ses colonies.

Il suffit, en effet, de jeter un coup d'œil sur nos propres statistiques pour se rendre compte que, même dans l'état de choses actuel, notre ancre de salut, c'est notre commerce avec nos colonies. Ce commerce dépasse, en ce moment, celui que nous faisons avec le reste du monde. Il est pour nous, en quelque sorte, une autarcie non conventionnelle, mais réfléchie et naturelle. Nous avons su prévoir, nous avons su agir et, selon l'ordre des choses humaines, nous recueillons la juste récompense de notre sagesse et de notre labeur. Comme dit le proverbe, vieux comme l'humanité : « A chacun selon ses œuvres. »

Tandis que Jules Ferry décidait une opinion rebelle à s'engager dans ces affaires de Tunisie, du Tonkin, etc., tandis que ses successeurs achevaient l'œuvre entreprise à Madagascar, au Congo, au lac Tchad, au Niger, à Djibouti, en Océanie, au Maroc, et transformaient les destinées de l'Afrique entière, depuis Alger et Tunis jusqu'à la limite méridionale du Congo, que faisaient donc les hommes d'Etat tant vantés des pays concurrents ? Que faisait donc Bismarck lui-même ? Ils tournaient le dos en ricanant : « Je ne suis pas un homme colonial », disait le chancelier. « L'Afrique, disait-il encore, est une tonne à laquelle il suffit de mettre une bonde pour faire couler et recueillir ce qu'elle peut donner, mais se garder d'y pénétrer : on s'y noierait ! »

Nullement ébranlés par ces *spirituels* pronostics, nous lançons nos grands explorateurs, Binger, Brazza, Foureau et Lamy, Gouraud, Marehand, dans cette politique « à la Jules Verne » ; nous nous confions à nos grands chefs, Gallieni, Archinard, Duchesne, Mangin, Joffre. Par une décision héroïque, au prix de sacrifices inouïs, nous nous rendions maîtres de ce Sahara qui était, pour nous, une communication indispensable et non pas ce désert de sable stérile « où grattait le coq gaulois ». Par des entreprises coûteuses et prolongées, par une pacification éducatrice et évangélisatrice, nous arrachions à la barbarie ces peuplades abandonnées de la civilisation et des dieux, et nous en faisons, en moins d'un demi-siècle, des populations laborieuses, adroites, braves, dévouées à la mère patrie. Nous créons, en un mot, une planète économique nouvelle d'un immense rapport, d'une production sans égale et, par-dessus le marché, nous apportant une sécurité sans prix, sauvegarde de la mère patrie.

Nos colonies ! Il y a des gens qui demandent pourquoi nous les avons et pourquoi nous ne consentons pas à les céder à d'autres...

Autant céder à ces autres toute l'histoire de France ! Car, depuis les croisades, c'est toute l'histoire de France qui est enclose là-dedans : c'est saint Louis, c'est Duquesne, c'est Bugeaud,

c'est Faidherbe, c'est Gallieni, c'est Lyautey. Si certains amateurs de nos richesses, si péniblement acquises, avaient jamais l'idée baroque de recourir à la force, la plus terrible des guerres s'engagerait. Et qu'on soit bien persuadé d'une chose, c'est à savoir que le combattant le plus décidé, le plus ferme, le plus farouche — acharné jusqu'à la mort — ce serait précisément l'indigène qui, grâce à la France, est devenu quelque chose et qui sait bien que, séparé de la France, il retomberait dans une exploitation atroce, dans le néant.

La France ne compte plus seulement 50 millions d'âmes maintenant, elle en compte 150 millions ; et elle aurait, en outre, avec elle tout ce qui, dans le monde, lutte contre la domination de la force.

La force ? Tout le monde l'a compris, ce n'est pas la bonne manière.

**

La bonne manière, la voici.

Et, ici, je me tourne non plus vers l'étranger, mais vers M. Camille Chautemps.

La France n'a pas su faire tout ce qu'elle devait faire et pouvait faire de son empire colonial. Les choses, je viens de le dire, sont en bonne voie ; ces terres nouvelles deviennent des lieux de production et des marchés de consommation remarquablement développés (voyez les dernières statistiques sur le relèvement de l'Indochine, sur le développement de Madagascar, de l'Afrique équatoriale, du Niger, etc.). Mais le poids incomparable qui est celui de ces pays dans la balance commerciale n'est pas suffisamment utilisé pour nos relations économiques internationales.

Les 150 millions de Français dont je parlais tout à l'heure sont autant de producteurs et de consommateurs. Voyez de quel prix le commerce général paierait ce marché immense et aussi sa production ! Le champ international s'est fermé à tous par suite de la concurrence absurde des puissances européennes et par suite des vues trop étroites et trop localisées qui les ont amenées à se replier chacune sur elle-même et à lutter entre elles. L'autarcie a fait de nous ses premières victimes. Les faits sont là : nos vins, nos fruits, nos légumes, nos articles de Paris, nos modes, pour ne parler que de la France, sont barrés, ou peu s'en faut, sur le grand marché mondial.

Or, si nous abordions franchement une libération par tractations économiques bien étudiées, en mettant sur la table notre marché tout entier, y compris sa richesse en matières premières, le problème universel pourrait trouver dans la paix sa solution. On ne viendrait plus revendiquer nos colonies ; elles se développeraient et prospéreraient, avec le monde entier, dans un accord universel.

A la politique de négation et de restriction se substituerait une politique de copénétration et d'échanges. La matière économique, au lieu d'être un sujet de querelles, deviendrait un système d'harmonie et de sage pacification. Les vues de Jules Ferry trouveraient leur pleine réalisation, et la conclusion équitable se dégagerait naturellement de ce qui vient d'être dit : gardons nos colonies !

GABRIEL HANOTAUX,
de l'Académie française.

NOTRE PROCHAIN SUPPLÉMENT

Les souscripteurs de l'abonnement numéro 1 recevront en supplément avec le numéro de la semaine prochaine (15 janvier) une émouvante et curieuse nouvelle de M^{me} MARCELLE TINAYRE :

Sainte Marie du Feu.

Le célèbre écrivain évoque pour nos lecteurs dans ce récit un drame pathétique issu de l'actuelle tragédie espagnole.

(*) Le Tonkin et la mère patrie.

dans une démocratie. D'autre part, la XV^e législature, héritière d'erreurs accumulées presque sans arrêt depuis l'armistice, fut particulièrement pénible pour ceux qui siégèrent pendant sa durée : les députés de la majorité eurent constamment à choisir entre deux maux le moindre ; ils se trouvèrent devant des problèmes techniques sans précédent — au moins avec cette gravité — et qu'un très petit nombre d'entre eux seulement étaient à même d'approfondir. Et ceux qui, comme moi, appartinrent successivement aux deux majorités gouvernementales donnèrent dans la seconde moitié de la législature le démenti à ce qu'ils avaient fait dans la première.

Il me parut fort déplaisant d'aller me justifier devant les électeurs d'une volte-face dont, en vérité, ni l'un ni l'autre des aspects ne me semblaient louables. Et pourquoi m'astreindre à une campagne difficile, puis, si j'étais réélu, à l'exercice d'un mandat qui aurait fait de moi bien plus un *figurant responsable* qu'un législateur conscient ? Je ne me reconnaissais pas, en effet, les qualités d'éloquence, d'habileté manœuvrière indispensables pour avoir une action efficace à la Chambre... Il n'y eut nul antiparlementarisme dans ma décision, pas trace de ce « dégoût » que l'on m'a trop souvent attribué... seulement la déception de constater que la Chambre n'avait point consenti à se réformer elle-même ; c'est cette constatation qui, dès août 1934, m'avait fait proposer au groupe radical qu'il demandât l'élection d'une assemblée constituante chargée de réaliser une réforme judicieuse de l'Etat. Et mon départ fut la suite logique du refus de mon projet.

J'ajoute que la notoire insuffisance de l'indemnité parlementaire, qui, en raison des charges auxquelles sont astreints les élus, les condamne, s'ils n'ont pas de ressources extérieures, à une gêne permanente et à la vie la plus mesquine, me rendait à peu près impossible la continuation d'un « métier » si décevant par ailleurs. Les électeurs font une bien mauvaise opération en persistant à s'offrir des souverains au rabais ! Ils n'en font pas des trafiquants d'influence, comme l'affirment les détracteurs de la démocratie, mais des inquiets, des aigris, trop préoccupés du déficit de leur propre budget pour donner tous leurs soins à celui de l'Etat.

Va-t-on conclure de ce qui précède qu'un député de caractère indépendant et ayant avec une entière probité civique la claire vision de ses devoirs ne peut que se lasser de sa fonction ? Dans ce cas, Pélivier aurait tort de persévérer... Or, c'est en face du danger que l'émeute grondante fait courir aux élus qu'il prend conscience de la grandeur de sa mission dont il ne voyait guère que la servitude et qu'il décide de garder l'écharpe. C'est que Pélivier, comme moi-même, tout en déplorant certaines tares du régime, est profondément persuadé qu'il est le seul dont la France puisse s'accommoder, que n'importe quel autre aurait plus de défauts, plus de vices encore et qu'élus le représentant du peuple doit demeurer, même au prix de tracas et de renoncements, et consacrer toutes ses forces, toute sa ténacité, toute son intelligence à une lutte quotidienne pour rendre le parlementarisme moins imparfait. Et, après tout, c'est sans doute comme mon héros que j'aurais agi si j'avais eu dix ans de moins... ou dix ans de plus !

HENRI CLERC.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ROUMAIN

Les élections roumaines n'ont pas tardé à produire leurs conséquences. M. Tataresco ayant donné sa démission le 28 décembre, le roi Charles II a fait appel à M. Goga, chef du parti antisémite et national-chrétien, qui a aussitôt formé un gouvernement. La consultation populaire, aux résultats assez imprévus, laissait place à plusieurs hypothèses, toutes différentes de celle que le souverain a adoptée. Bien que la coalition gouvernementale eût subi un grave échec, puisqu'elle n'a guère recueilli que 38 % des voix, M. Tataresco pouvait rester au pouvoir, essayer d'obtenir un vote de confiance et, dans le cas contraire, procéder à une dissolution de la Chambre et à de nouvelles élections qui, il est vrai, ne l'auraient sans doute pas mieux partagé. Il aurait été plus logique et plus conforme à l'esprit de la constitution de s'adresser à M. Maniu, chef du parti national-paysan, qui aurait pu réaliser une entente avec certains libéraux du groupe Constantin Bra-

tiano, tout au moins pour une formation provisoire destinée à faire voter le budget et quelques réformes urgentes. Mais le roi et M. Maniu, qui fut pourtant l'artisan de son retour sur le trône, sont maintenant des adversaires irréductibles. Le ministère Goga est une solution hardie — car le parti Cuza-Goga n'a pas réuni le dixième des suffrages exprimés — mais il répond exactement aux tendances de pouvoir personnel si souvent manifestées déjà par le roi Charles.

Le parti national-chrétien, qui est avant tout raciste et antisémite, fut à l'origine de la « Garde de fer » de M. Codreanu. Ce dernier, pendant longtemps, avait joui de la faveur royale, mais, à la suite de l'assassinat du premier ministre Duca et de quelques autres attentats du même genre, il se brouilla avec la couronne. Cela ne l'a pas empêché de remporter aux élections une victoire analogue à celle du rexisme en Belgique, et il aurait été plus qualifié que M. Goga pour diriger un gouvernement d'extrême droite, lequel eût installé aussitôt une dictature comparable au fascisme ou à l'hitlérisme, mais à son seul profit. M. Goga, lui aussi, est un extrémiste de droite, mais il reste l'homme du roi.



M. Octavio Goga, nouveau président du Conseil roumain.

les juifs. Sur quatorze ministres, neuf sont des nationaux-chrétiens. Quatre autres appartenaient à l'aile droite du parti national-paysan, qui les a immédiatement exclus de son sein. C'est, au surplus, une bien curieuse évolution que celle de M. Goga, poète national dont les vers ont exalté le patriotisme roumain, qui fut un des premiers à faire campagne pour l'intervention de la Roumanie aux côtés des Alliés dans la guerre mondiale, où il combattit lui-même héroïquement. Son admiration pour les méthodes autoritaires de Rome et de Berlin peut aujourd'hui, en dépit de son passé, le faire suspecter de germanophilie. Pourtant, il a pris comme ministre de la Défense nationale le général Jean Antonesco, qui s'est toujours affirmé comme un ami sûr de la France, ce qui est aussi le cas de M. Irimesco, ministre de l'Air et de la Marine, et du général Teodoresco, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre. D'autre part, le ministre des Affaires étrangères, M. Micesco, a déclaré qu'il ne modifierait rien à la politique traditionnelle. Il serait donc prématuré de dire que la Roumanie va se rapprocher à nos dépens du Troisième Reich. Ce qui est certain, c'est que le gouvernement Goga sera une manière de dictature royale, qu'il combattra avec force le communisme moscovite, qu'il s'éloignera de plus en plus de la démocratie parlementaire et que, par ses méthodes et son esprit, il semble vouloir prendre l'hitlérisme pour modèle.

LE COUP D'ÉTAT ÉGYPTIEN

C'est à un véritable coup d'Etat que vient de procéder, en Egypte, le jeune roi Farouk — cinq mois à peine après qu'il a été déclaré majeur et investi des prérogatives de la couronne — en révoquant, le 29 décembre, son premier ministre Nahas Pacha et en chargeant le chef du parti libéral constitutionnel, Mohammed pacha Mahmoud, de former le nouveau cabinet. C'est là un nouvel épisode de la lutte que le Wafd avait soutenue, pendant plusieurs années, contre le pouvoir personnel du roi Fouad. Les nationalistes du Wafd reprochaient alors au souverain ses complaisances pour l'Angleterre. Depuis que le traité anglo-égyptien a été signé, ce grief ne saurait plus exister. Mais Nahas Pacha, chef du Wafd, fort de la majorité que son parti détient dans la Chambre élue le 2 mai 1936, avait voulu profiter de l'avènement d'un souverain qui n'a pas encore dix-huit ans pour faire voter des « garanties constitutionnelles » qui auraient définitivement éliminé de la politique les ingérences royales. Avec une énergie et une décision qu'on n'attendait pas de son âge, Farouk I^{er} n'a pas



Mohammed pacha Mahmoud, entouré de ses collaborateurs, harangue la foule.

hésité à entrer en conflit avec le Wafd. Il a remplacé Nahas Pacha par un homme qui lui est tout dévoué, et l'un des premiers actes du nouveau gouvernement a été de dissoudre les formations paramilitaires, mesure visant surtout les Chemises bleues créées par Nahas Pacha pour soutenir son parti. Le roi n'aurait peut-être pas agi de la sorte s'il n'avait senti derrière lui l'appui de la jeunesse musulmane de l'Université El Azhar est le centre. Son geste correspond à un mouvement islamique qui a des racines profondes dans les masses populaires, demeurées réfractaires aux idées démocratiques de l'Occident. Le changement de régime s'est opéré dans le calme, ou du moins sans provoquer d'incidents sérieux. Une fois de plus la couronne et le parlement sont en bataille. Mais il s'agit d'une affaire intérieure qui ne paraît pas devoir faire sentir ses effets sur la politique extérieure de l'Egypte, exactement définie aujourd'hui par le traité avec l'Angleterre et par l'accord conclu à Montreux, au mois de mai dernier, avec les puissances capitulaires.

LE NOUVEL AMBASSADEUR DE FRANCE A BRUXELLES

Le nouvel ambassadeur de la République française à Bruxelles, M. Paul Bargeton, a remis, le 14 décembre, ses lettres de créance au roi Léopold. Le général Dubois, ancien attaché militaire à Paris et aide de camp du roi, était allé le chercher à l'ambassade de France, et le trajet jusqu'au palais se fit selon le cérémonial accoutumé, dans les carrosses de la cour escortés par un escadron de lanciers. Le grand maréchal, comte Cornet, introduisit M. Bargeton, que M. Spaak, ministre des Affaires étrangères, présenta au souverain. Les discours échangés ont témoigné de l'esprit de franche amitié qui a toujours présidé aux relations franco-belges. Dans l'après-midi du même jour, l'ambassadeur se rendit sur la tombe du Soldat inconnu belge, puis à Laeken, sur celle du Soldat inconnu français, où il déposa des fleurs.



M. Bargeton (à gauche) allant présenter ses lettres de créance au roi des Belges.

8. Enero. 1938



La ville de Sou Tchéou, à l'ouest de Changhaï, en flammes après la bataille qui l'a livrée aux Japonais.

LA GUERRE DE CHINE

Les Japonais ont continué leur avance dans la direction sud-nord et ils ont pu annoncer, le 27 décembre, qu'ils avaient pris Tsinan Fou, ville principale du Chantoung. Ce succès leur donne le contrôle de tout trafic ferroviaire en territoire chinois entre Chan Hai Kouan et Changhaï. Il favorise d'autre part leur progression vers Tsing Tao, le grand port de la mer Jaune, situé à 350 kilomètres à vol d'oiseau à l'est de Tsinan Fou.

Cependant, au sud de Changhaï, les Chinois ont procédé à une contre-attaque sur Hang Tchéou, qui paraît avoir été couronnée de succès et qui risquerait de mettre en péril la position des Japonais dans la ville.

Aussi bien les récentes défaites que ses troupes ont essuyées ne semblent-elles pas avoir émoussé la volonté de résistance du gouvernement chinois. Celui-ci, qui est réfugié à Hankéou, vient de procéder à un remaniement intérieur. Le maréchal Chang Kai Chek a abandonné ses fonctions de président du Yuan exécutif, afin de se consacrer exclusivement à la conduite de la guerre. Il a été remplacé par le ministre des Finances M. Kung, qui est son beau-frère. Une série d'autres mesures ont été prises pour renforcer les moyens de défense nationale et réorganiser le commandement.

On a appris, dans le même temps, que des conditions de paix du Japon avaient été présentées à Chang Kai Chek par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Allemagne et qu'elles avaient été immédiatement rejetées. La nouvelle, sans avoir été confirmée officiellement, est des plus vraisemblables, car le Japon, après l'occupation de Changhaï et de Nankin, a beaucoup moins d'intérêt à poursuivre la guerre qu'à obtenir par la voie diplomatique une confirmation des avantages qu'il s'est acquis. On sait aussi que, depuis le mois de novembre, l'Allemagne s'emploie officieusement à introduire sa médiation. Le Japon exigerait la conclusion d'un accord économique lui assurant une participation dans les ressources nationales de la Chine, les revenus des douanes et l'exploitation des transports; l'adhésion chinoise au pacte anticomuniste; l'établissement de garnisons japonaises permanentes en Chine; la création de certaines zones démilitarisées; l'établissement d'un gouvernement indépendant dans la Mongolie intérieure; enfin, le paiement d'une indemnité.

Il serait évidemment très difficile pour Chang Kai Chek de négocier sur ces bases. S'il a pu espérer, au début du conflit, que les puissances interviendraient pour arrêter l'agression japonaise, la guerre a pris aujourd'hui une telle tournure que la Chine n'a plus à gagner à des concessions qui porteraient une

atteinte irrémédiable à sa souveraineté nationale. Elle peut au contraire chercher à prolonger la lutte, en attirant son adversaire à l'intérieur, en l'usant et en l'épuisant. Il semble, par ailleurs, que le Japon s'attende à cette longue durée des hostilités et qu'il se prépare à l'éventualité d'une campagne de large envergure. Tel est du moins le sens du message adressé à l'occasion de la nouvelle année à la nation japonaise par le premier ministre, le prince Konoye.

LA BATAILLE DE TERUEL

Les gouvernementaux espagnols s'étaient sans doute trop hâtés d'annoncer la prise de Teruel et de présenter l'avantage que leurs troupes avaient obtenu sur ce point du front d'Aragon comme une éclatante et décisive victoire. En fait, ils n'ont jamais occupé complètement la ville, où la garnison avait continué à résister. Les nationalistes, qui avaient été surpris, au début, par la brusquerie et la violence de l'attaque, se sont ressaisis. Des renforts massifs ont été envoyés par le général Franco. Ils ont, à leur tour, encerclé Teruel et, si l'on peut ainsi dire, assiégé ses assaillants. Pendant plusieurs jours des combats extrêmement durs ont été livrés. Enfin, le 31 décembre, un communiqué de Salamanque annonçait que les

y a prononcé une allocution vibrante et une ovation lui a été faite.



Blessés de Teruel évacués à dos de mulet.



Tanks gouvernementaux devant les arènes de Teruel, en dehors de la ville.